



AU MARCHÉ DES JACOBINS
AU MANS (SARTHE).

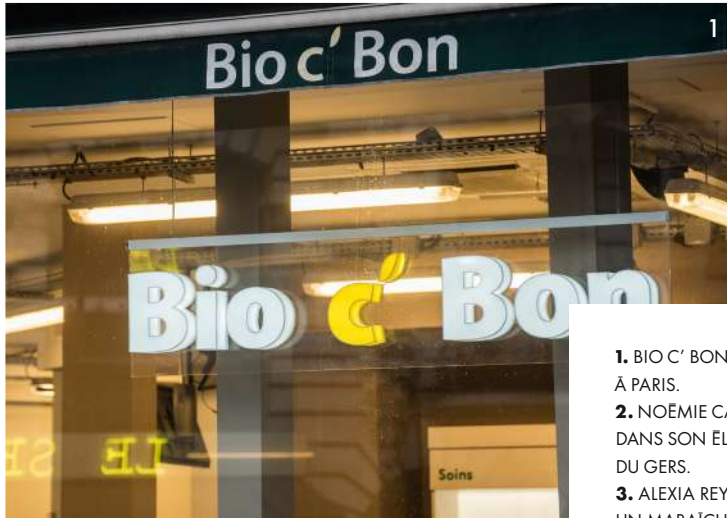
Bio CRISE DE CONSCIENCE

Après des années d'essor, le secteur du bio est en difficulté. Des productrices récemment reconverties nous ont confié leurs inquiétudes ●

PAR HÉLÈNE GUINHUT

« Un de nos objectifs était de démontrer qu'on pouvait avoir une ferme de petite taille rentable sur la durée. Là, on est plus dans une perspective de survie financière que sur l'engagement de long terme. » Pour Gaëlle Bonnieux, cofondatrice de GonneGirls Farm, ferme régénératrice de quatorze hectares à Gonneville-en-Auge (Calvados) fondée en 2019, la crise a des effets bien concrets. Entre février 2022 et février 2023, le coût des aliments de ses poules pondeuses a augmenté de 20 % et le prix d'achat des gallinacés a subi la même hausse. En répercussion, le prix de ses œufs bio est passé de 43 centimes à 53 centimes l'unité. Si la demande résiste, l'activité de maraîchage de sa ferme voit ses ventes chuter. « On sent que l'inflation est passée par là. Les gens hésitent à prendre leur voiture pour aller acheter des légumes qui seront plus chers qu'ailleurs. » Pour cette ancienne travailleuse dans la finance reconvertie dans le bio, l'incertitude est rude. « On fait le bilan tous les ans et on se dit qu'à tout moment ça peut s'arrêter. Psychologiquement, c'est difficile... » Après des années de croissance, les achats de produits

alimentaires bio ont baissé de 8,6 % dans les magasins spécialisés et de 4,6 % dans la grande distribution en 2022, selon les derniers chiffres communiqués par l'Agence Bio. Un ralentissement du marché en partie dû à la hausse des prix alimentaires (14 % sur un an en mai 2023) et des coûts de l'énergie, mais aussi à la multiplication des labels et autres étiquettes vantant des produits sains ou éthiques à un consommateur de plus en plus perdu. Signe de la crise, des enseignes spécialisées comme Bio c' Bon, Naturalia ou Biocoop ont fermé plusieurs boutiques. Ajoutons à cela une enquête de « Cash Investigation », diffusée le 6 juin sur France 2, alertant sur les dangers du Spinosad, un insecticide naturel utilisé pour les cultures bio, revers supplémentaire pour la filière. Dans un communiqué publié le 1^{er} juin, la Fédération nationale d'agriculture biologique (Fnab) encourageait ainsi une « mobilisation générale ». « On appelle à un sursaut ! s'alarme la déléguée générale Sophia Majnoni. Le nombre de nouvelles



1. BIO C' BON
À PARIS.
2. NOÉMIE CALAIS
DANS SON ÉLEVAGE
DU GERS.
3. ALEXIA REY AVEC
UN MARAÎCHER DE
NEOFARM, DANS
LES YVELINES.



surfaces agricoles bio a été divisé par trois en 2022, c'est la première fois qu'on observe une telle baisse depuis 2015. » Cofondatrice de NeoFarm dans les Yvelines, Alexia Rey a vu, en seulement cinq ans d'activité, l'économie basculer. « La pandémie s'est traduite par un engouement pour l'alimentation saine, les gens prenaient le temps de cuisiner, faisaient attention à leur santé. Il y a clairement eu un impact positif sur la consommation, qui a boosté les produits bio et locaux. Depuis un peu plus d'un an, le contexte a changé. » Titulaire d'un brevet de responsable d'exploitation agricole en maraîchage bio et d'un master Finances et stratégie à Sciences Po, Alexia a su diversifier son activité. « Aujourd'hui la vente de fruits et légumes en circuit court s'est bien développée en France et on ressent cet effet positif », se rassure-t-elle.

Selon le bilan annuel de l'Agence Bio, la vente directe, qui progresse de 3,9 %, est encore épargnée. C'est d'ailleurs ce que constate Noémie Calais*, éleveuse de porcs noirs dans le Gers. « Sur les marchés, les gens sont toujours présents, ils viennent chez moi parce qu'ils refusent de manger de la viande issue d'élevages intensifs. Ils sont compréhensifs sur les petites hausses de prix. Mais certaines personnes se restreignent, par exemple en achetant des paquets de deux saucisses au lieu de quatre. On a des clients âgés avec des petites retraites qui doivent faire attention à l'alimentaire avec les hausses du coût de l'énergie », explique la néorurale. Membre d'un collectif de jeunes agriculteurs bio, elle milite pour une production locale, bio, durable et humaine. « La filière bio est une nécessité, c'est un enjeu de santé publique et de préservation de nos écosystèmes, pour avoir la capacité de nous nourrir demain. L'État doit absolument prendre sa part dans ce combat-là. Quand, dans

"LE NOMBRE DE NOUVELLES surfaces AGRICOLES BIO A ÉTÉ DIVISÉ PAR TROIS EN 2022."

SOPHIA MAJNONI, DÉLEGUÉE GÉNÉRALE DE LA FNAB

le Gers, on assiste à des inaugurations de méga-poulaillers en grande pompe on se dit qu'on va droit dans le mur. »

Le 17 mai dernier, le ministre de l'Agriculture a annoncé une aide d'urgence de 60 millions d'euros pour l'agriculture bio. Une enveloppe dérisoire, selon Sophia Majnoni, de la Fnab. « C'est une aide de crise,

pas une aide structurelle. On est à 150 millions d'euros de pertes alors ça ne règle pas le problème, ça limite juste les dégâts. Il nous faut un plan à cinq ans, pas sur trois mois ! » Pour agir efficacement, elle appelle à ce que tous les acteurs (ministre de l'Agriculture, de l'Économie, de l'Écologie, de l'Éducation, de la Santé, les collectivités locales, les associations d'élus et les agences de l'eau) se réunissent autour de la table pour élaborer un plan d'action. Elle plaide aussi pour la mise en place d'un chèque alimentaire durable pour les personnes précaires et une campagne pluriannuelle de communication pour faire de la pédagogie autour du bio. Et Alexia Rey, de NeoFarm, d'insister : « On n'a pas juste besoin de mesures de crise, il faut des mesures d'anticipation, de construction pour notre société à venir. » Et pour le bien de notre alimentation à tous. ●

* Autrice de « Plutôt nourrir », coécrit avec Clément Osé (éd. Tana).